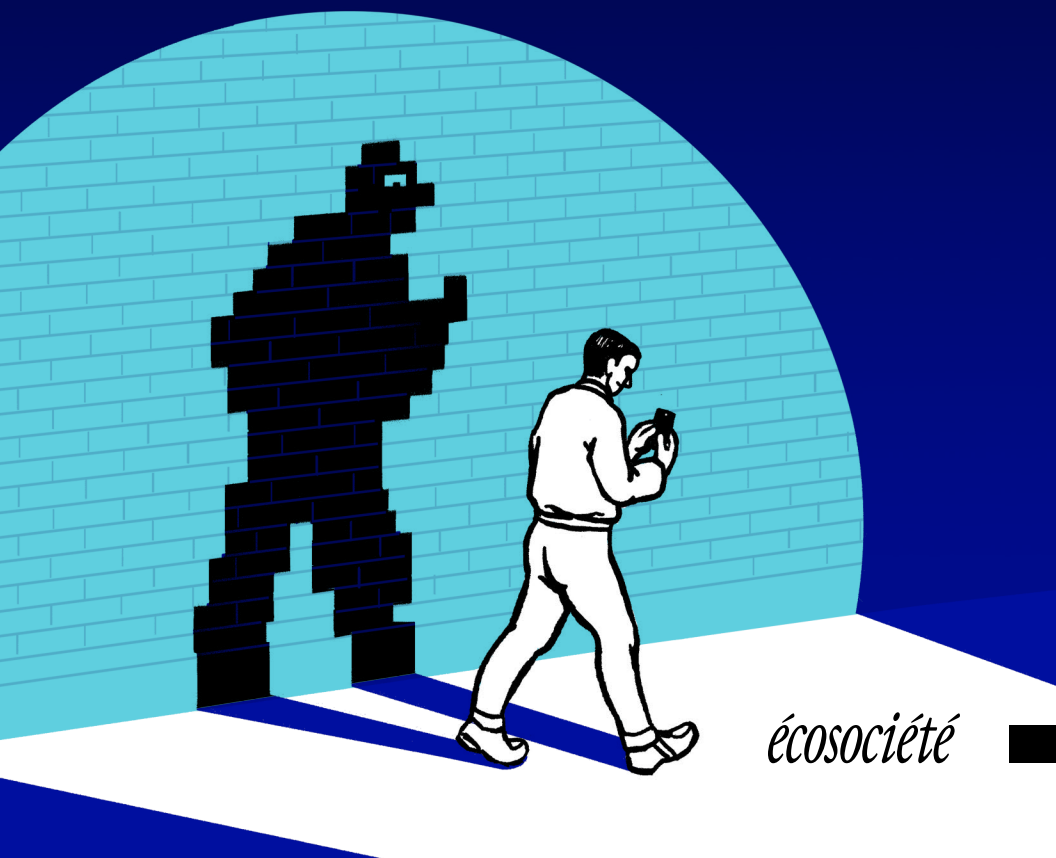


PIERRE HENRICHON

**BIG DATA:
FAUT-IL AVOIR PEUR
DE SON NOMBRE ?**

**Cybernétique, dataveillance et
néolibéralisme : des armes contre
la société**



écosociété

BIG DATA

Pierre Henrichon

**BIG DATA : FAUT-IL AVOIR
PEUR DE SON NOMBRE ?**

Cybernétique, dataveillance, néolibéralisme :
des armes contre la société

écosociété

Coordination éditoriale: David Murray
Illustration de la couverture: Stéphane Poirier; dir. artistique: Jolin Masson
Maquette de la couverture: Catherine D'Amours, Nouvelle Administration
Typographie et mise en page: Yolande Martel

© Les Éditions Écosociété, 2020

ISBN 978-2-89719-608-0

Dépôt légal: 1^{er} trimestre 2020

Ce livre est disponible en format numérique.

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Titre: Big Data : faut-il avoir peur de son nombre ? : cybernétique, dataveillance
et néolibéralisme: des armes contre la société / Pierre Henrichon.

Noms: Henrichon, Pierre, 1951- auteur.

Description: Comprend des références bibliographiques.

Identifiants: Canadiana 20190038004 | ISBN 9782897196080 (couverture
souple)

Vedettes-matière: RVM: Automatisation—Aspect social. | RVM: Données
volumineuses—Aspect social. | RVM: Néo-libéralisme. | RVM: Espace public
(Science politique) | RVM: Crises (Sciences sociales)

Classification: LCC HD6331 .H45 2020 | CDD 303.48/3—dc23

Les Éditions Écosociété reconnaissent l'appui financier du gouvernement du
Canada et remercient la Société de développement des entreprises culturelles
(SODEC) et le Conseil des arts du Canada de leur soutien.

Gouvernement du Québec – Programme de crédit d'impôt pour l'édition de livres
– Gestion SODEC.



TABLE DES MATIÈRES

Introduction	9
CHAPITRE 1	
Aux sources de la marchandisation totale	19
CHAPITRE 2	
Le rêve cybernétique: une société de sujets contrôlables . .	29
CHAPITRE 3	
Aux origines du Big Data	47
CHAPITRE 4	
Quantification totale = concurrence totale	71
CHAPITRE 5	
Quantification, informatisation et Big Data	101
CHAPITRE 6	
Automatisation, précarisation et dépolitisation	115
CHAPITRE 7	
Refus, requêtes et conquêtes	175
Conclusion	193

*À Diane, pour le soutien et la confiance
À Léo et Victor, pour l'espoir*

INTRODUCTION

On ne peut [...] qualifier de désordonnée une république [la République romaine] où l'on voit briller tant de vertus : c'est la bonne éducation qui les fait éclore, et celle-ci n'est due qu'à de bonnes lois ; les bonnes lois à leur tour sont le fruit de ces agitations que la plupart condamnent si inconsidérément.

– Machiavel¹

L'ÉNONCÉ EST DEVENU BANAL : nos institutions politiques, nos démocraties sont en crise. Les indicateurs invoqués pour décrire l'étendue de cette crise sont bien documentés (taux de participation aux élections en baisse, érosion continue de la confiance dans les institutions, méfiance répandue envers la classe politique et les médias, montée des populismes, etc.). Quant aux causes de cette désaffection, bien qu'elles soient aussi nombreuses qu'il y a d'analystes pour les décliner, certaines semblent faire l'objet d'une évocation unanime : effets économiques négatifs et durables de la division internationale du travail sur les classes populaires dans les pays dits avancés, surtout en Europe et en Amérique du Nord ; iniquités

1. Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, I, 4, dans *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1952, cité dans Alain Supiot, « Le rêve de l'harmonie par le calcul », *Le Monde diplomatique*, février 2015.

et alégalités² fiscales dont la manifestation la plus criante est l'existence pérenne des paradis fiscaux ; perception que les identités nationales sont menacées par une immigration incontrôlée ; fin des grands récits ; dislocation des lieux traditionnels de secours mutuels, pour ne nommer que ceux-là.

Cet essai cherche à faire comprendre comment des tendances lourdes à l'œuvre dans nos sociétés, au lieu de contribuer à régler les crises dont nous sommes à la fois témoins, victimes et agents, les aggravent parce que leurs principaux animateurs en profitent. Ces tendances, qui ont toutes une histoire riche et féconde et dont la convergence en accélère la pénétration dans tous les aspects de nos existences, se manifestent à l'heure actuelle sur trois fronts : automatisation des activités humaines, Big Data et néolibéralisme. Ces trois moteurs ont pour principaux dénominateurs communs l'amenuisement, voire la suppression, de l'espace politique, l'érosion de la pertinence économique et sociale du travail humain et la destruction de la société comme lieu de mutualisation des activités, des projets et des risques. Ils pavent aussi la voie vers de nouvelles formes de domination.

La suppression de l'espace politique ne vise pas nécessairement l'atrophie de l'État, mais surtout l'amenuisement de la possibilité que l'espace public s'articule autour de la question du pouvoir, de l'intérêt général et des droits sociaux. Les promoteurs de cet effacement du politique veulent toutefois conforter l'État dans sa capacité d'exercer la force (pas nécessairement accompagnée de violence) dans la promotion et la défense de leurs intérêts propres³. Et leur domination sera d'autant plus étendue qu'elle ne pourra être menacée par le politique, par cet espace de délibération, de mise à nu des intérêts, de conflits, de compromis, bref de ce lieu au sein duquel la démocratie s'apprend et, selon les circonstances

-
2. Pour une illustration des pratiques sans loi – aléales – qui minent la fiscalité des États, voir les ouvrages d'Alain Deneault, dont *Paul Martin et compagnies. Soixante thèses sur l'alégalité des paradis fiscaux*, Montréal, VLB, 2004.
 3. Sur ces questions, voir l'analyse de Katharina Pistor, *The Code of Capital: How Law Creates Wealth and Inequality*, Princeton, Princeton University Press, 2019.

toujours changeantes, s'affirme, s'affaiblit et se renforce. Car qui dit politique parle de mise en œuvre du pouvoir. Et puisque « [l]e pouvoir existe quand les hommes agissent ensemble; [et qu']il s'évanouit dès qu'ils se dispersent⁴ », par cet affaiblissement du politique, on cherchera à faciliter cette dispersion, à inculquer la croyance fondatrice – la fiction, diront certains – selon laquelle l'individu précède la société, que la société n'a d'autre fin que de mettre en place les lois et institutions les plus aptes à protéger la liberté individuelle. Ils diront aussi que la société se définit économiquement et que son évolution doit obéir aux lois du marché⁵.

Cette dispersion des « hommes qui agissent ensemble » s'expérimente sur plusieurs fronts. La société étatsunienne en est assurément le laboratoire le mieux équipé: précarisation étendue du travail; affaiblissement continu et durable des lieux collectifs de revendication et de défense des droits et des conditions de vie; mépris pour les faits et les résultats probants des sciences; refus de la délibération par le personnel politique dominant; polarisation exacerbée qui transforme la Cité en assemblage de foules; inégalités économiques grandissantes; domination écrasante de l'industrie du divertissement; fragmentation sociale nourrie par la rhétorique des différenciations culturelles, ethniques, raciales ou sexuelles. Autant d'aspects qui caractérisent le pays de l'Oncle Sam aujourd'hui.

Mais il existe d'autres contributions à cette dispersion: les médias sociaux et leurs effets de mise en silo par affinités; la capacité d'atteindre avec précision chaque individu par le biais

-
4. Paul Ricoeur dit: « [L]e domaine public tire sa cohérence du pouvoir. Et le *pouvoir*, comme le mot le suggère, demeure potentiel par contraste avec la *force* qui persiste. Le pouvoir existe quand les hommes agissent ensemble; il s'évanouit dès qu'ils se dispersent. (D'où la forte tentation de substituer la violence au pouvoir.) » Paul Ricoeur, Préface à Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983, p. 26.
 5. « Quand la politique démocratique ne parvient plus à organiser la discussion sur la manière d'organiser notre vie commune et qu'elle se borne à assurer les conditions d'un bon fonctionnement du marché, les conditions sont réunies pour que des démagogues talentueux expriment les frustrations populaires. » Chantal Mouffe, « La "fin du politique" et le défi du populisme de droite », *Revue du MAUSS*, n° 20, février 2002, p. 182.

de messages publicitaires et politiques ciblés; la surveillance des habitudes et comportements de chaque personne à des fins de prise de décision (embauche, solvabilité, assurabilité, calcul des primes d'assurance, etc.). La multiplication des plateformes dites de partage fait de tout propriétaire d'un logement, d'une voiture, voire d'un espace de stationnement géré par parcomètre municipal⁶, un entrepreneur potentiel. Le marché s'emparant de tout, la concurrence s'installe partout. La dispersion se propage.

Automatisation du travail, Big Data et concurrence universalisée à la faveur des fictions idéologiques du néolibéralisme unissent leurs effets pour créer ce que l'économiste Jacques Généreux appelle la « dissociété⁷ », c'est-à-dire un groupement humain au sein duquel chaque individu est en concurrence avec les autres et perçoit dans l'autre une menace. Il convient alors de constituer des groupes, de plus en plus petits, de personnes qui se ressemblent, qui ont les mêmes profils socio-économiques, de sorte que la menace que chacun représente potentiellement soit perçue comme étant moins grande. Les villes privées clôturées (*gated communities*) que l'on trouve aux États-Unis en sont un bel exemple. Les groupes d'« amis » sur *Facebook* en sont la réplique virtuelle.

Cette convergence tripartite a d'autres effets dont il convient de s'inquiéter et qu'il faut analyser : la propagation universelle des moyens d'établir une société de contrôle. Nous imputons ces velléités de contrôle à des sources idéologiques historiques et à des avancées techniques relativement récentes, qui seront l'objet de notre analyse dans ce livre.

-
6. Voir, par exemple, concernant l'application *MonkeyParking*, Gene Maddaus, « Kicked out of San Francisco, MonkeyParking app plans a fresh start in Santa Monica », *LA Weekly*, 18 septembre 2014, <www.laweekly.com/news/kicked-out-of-san-francisco-monkeyparking-app-plans-a-fresh-start-in-santa-monica-5080436>.
 7. Jacques Généreux, *La dissociété*, Paris, Seuil, 2006. Les démocraties auraient tendance à être des dissociétés parce qu'elles fondent leur légitimité sur la liberté individuelle. Il relève alors du politique de forger les consensus requis pour prévenir la dislocation de la société en l'absence de valeurs et de normes communes.

Sur le plan idéologique :

- Il nous faudra remonter aux origines du libéralisme et du néolibéralisme qui ont réussi à nous faire voir une « vie bonne » comme étant une vie de « calculs justes visant le plaisir ».
- On jettera notre regard sur les thèses de la cybernétique qui font de tout – humains, machines et animaux – des centres de traitement de l’information sur lesquels il est possible d’exercer un contrôle à la faveur de rétroactions (*feedbacks*) répétées et modulées en fonction de finalités que l’entité contrôlée peut aussi bien, indifféremment, connaître qu’ignorer.
- Il conviendra aussi d’explorer la tendance à la commensuration universelle, qui a pour effet de réduire nos environnements et nos travaux à des quantités, en strictes données quantitatives, de transformer le qualitatif en quantitatif et d’évaluer nos activités à la seule aune de la mesure chiffrée de nos rendements au motif d’une quête sans fin de la qualité et de l’efficacité. Cela instaure des normativités qui font naître une nouvelle gouvernementalité de nos conduites, de nos aspirations et de nos rapports entre nous et avec le monde.

Ces manières de voir et de faire ont des complices sociotechniques qui en facilitent la matérialisation :

- À l’œuvre depuis nombre de décennies, l’automatisation et la robotisation poursuivent leurs avancées tant dans leurs secteurs de déploiement traditionnels (production automobile, composants électroniques) que dans de nouvelles sphères d’activités (recherche juridique, traduction, conseils financiers) pour remplacer les salariés par millions, entraînant une précarisation qui risque d’être sans précédent⁸.
- Le Big Data se présente comme le carrefour d’une pluralité de percées techniques qui envahissent l’espace social, tant public que privé. La captation recherchée de

8. Kevin Roose, « The Hidden Automation Agenda of the Davos Elite », *The New York Times*, 25 janvier 2019.

tout le « Réel », réduit aux dimensions de la donnée, et son intégration en vue de nourrir la gestation d'algorithmes d'expertise et de pilotage assemblent un édifice de contrôle dont il est d'ores et déjà difficile d'échapper. Les comportements, et des humains et des objets qui les entourent, deviennent autant de sources d'information et de cibles de rétroaction.

Ces pratiques de dissipation sociale et de contrôle viennent contredire les rhétoriques justificatrices qui les ont accompagnées jusqu'à ce jour. Les utopies libertaires des premiers déploiements du *World Wide Web*, les rêves de démocratisation par l'expansion universelle de la communication libérée des rets du commerce, la libre circulation de l'information à l'abri des propagandes mensongères des États et des médias soumis aux intérêts du capital financier, tout cela et bien d'autres prétentions sont maintenant remplacés par des modèles d'affaires qui se drapent de tous les attributs de la nouveauté et de l'efficacité. Ces métamorphoses du discours peinent à masquer les véritables intentions des nouveaux maîtres de « l'économie de la donnée » : intégrer tout, virtuellement tout, dans la sphère de la marchandise et de la valeur d'échange et dans le vortex de l'accumulation du capital.

Les réalisations et promesses de l'automatisation, du Big Data et des idéologies parentes du néolibéralisme ne sont pas sans attrait. L'automatisation ne permet-elle pas de libérer les humains des plus harassantes pénibilités du travail ? N'assure-t-elle pas une plus grande précision des gestes de fabrication, gage de fiabilité et de qualité des biens et services ? N'est-elle pas également à la source des plus grands gains de productivité de l'histoire, alimentant ainsi aussi bien notre enrichissement collectif continu que des avancées sociales telles que l'allongement de l'espérance de vie et la hausse des niveaux de scolarisation ?

Tout cela est bien avéré. Mais l'expansion exponentielle prévue de l'automatisation et de la robotisation procède à une cadence inédite. Leur déploiement par chaque entreprise considérée isolément est sans doute nécessaire à sa survie. Mais leurs bienfaits, indéniables à bien des égards, risquent

fort de transformer radicalement, et à un rythme défiant l'adaptation, les fondements de l'un des tissus sociaux les plus importants : le travail salarié. Et, en raison des développements en matière d'intelligence artificielle, ce déploiement touchera tous les secteurs de l'activité humaine. Peu des compétences durement acquises par des multitudes de femmes et d'hommes seront épargnées. À l'instar des traducteurs tassés par Google Translate, des millions de cols bleus, blancs et roses seront condamnés à la déqualification et à la précarité.

Il en va de même du Big Data et de l'intelligence artificielle. Émanant du secteur financier, la collecte massive de données et leur traitement envahissent maintenant tous les secteurs, de la médecine à l'administration judiciaire, en passant par l'industrie automobile et la publicité. Pour se faire une niche dans le marché du Big Data, il importe d'avoir massivement accès à des données provenant de dossiers financiers, médicaux, d'images de personnes, de voix, de textes diffusés sur les médias sociaux, etc. Si les Google, Amazon, Facebook, Alibaba, Baidu et Tencent de ce monde se trouvent à l'avant-garde des recherches sur l'intelligence artificielle, c'est que ces entreprises ont pu, grâce à leurs plateformes, amasser des quantités incalculables de données sur nous tous, le plus souvent à notre insu.

Mais il existe un certain nombre d'obstacles à cette collecte monumentale d'informations dont le respect de la vie privée, la protection des données personnelles, la résistance citoyenne à une surveillance tous azimuts et la soif de démocratie⁹. Ces préoccupations et mobilisations interdiront-elle à l'Internet des objets d'étendre ses tentacules captatrices sur tout ce qui est susceptible d'alimenter le Big Data ? Empêcheront-elles l'assujettissement toujours plus accablant des humains au rythme des machines à la faveur des nouvelles manières de produire que représente l'« Industrie 4.0 » ? Séries plus courtes,

9. Il est prévu que la Chine, du fait que la vie privée et la confidentialité des renseignements personnels y sont moins bien protégées que dans les pays occidentaux, devancera les États-Unis dans la course pour le développement d'applications reposant sur l'intelligence artificielle. Voir Paul Mozur et Keith Bradshur, « China's A.I. Advances Help Its Tech Industry, and State Security », *The New York Times*, 3 décembre 2017.

production à la demande : les flux seront toujours plus tendus. Les humains n'auront-ils qu'à suivre sous peine d'être tout simplement exclus ? Nous explorerons quelques pistes de résistance au dernier chapitre de cet essai.

Une autre dimension importante du Big Data, qui a ses racines historiques dans le commerce et l'industrie de l'assurance, en favorise le développement : la prévision ou gestion des risques. Si l'on peut établir que des événements de nature distincte sont reliés entre eux d'une manière ou d'une autre, anticiper les comportements exige la connaissance la plus complète possible des enchaînements des événements et comportements passés. Les techniques de captation, de stockage et de traitement du Big Data permettent d'interroger aussi bien le passé que le présent en temps réel. Par l'ubiquité et l'instantanéité de ses collectes et analyses des données, l'univers du Big Data ouvre de grandes fenêtres sur l'avenir, au point où certains affirment que nous en serions à « faire l'acquisition de la certitude¹⁰ ». Mais, comme nous tenterons de le démontrer, c'est un avenir prisonnier du passé, un avenir contrôlé hors de la portée de toute projection symbolique.

L'humain réduit à une forme de capital dont il faut mesurer le rendement

Les relations entre humains seront de plus en plus marquées au fer de l'évaluation continue de leur performance et de la gestion du capital de leur personne. Issue d'une civilisation dominée par le calcul commercial, notre société marchande impose le calcul de l'intérêt dans toutes relations sociales devenues autant de transactions. L'idéologie de l'efficacité fait bon usage des capacités de captation-surveillance de l'IoE (*Internet of Everything*) pour établir les « meilleures pratiques », faire du *benchmarking*¹¹, mesurer, comparer, évaluer, contrôler.

10. Shoshana Zuboff, *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, New York, Public Affairs, 2019, p. 120.

11. Le *benchmarking* (traduit par étalonnage en français) est un ensemble de pratiques, reposant généralement sur des indicateurs quantitatifs, visant à faire adopter par une organisation les processus, objectifs et méthodes les

Tout cela au nom de la bonne gouvernance et du travail orienté sur les résultats¹². Parmi les manifestations locales de ces tendances lourdes, rappelons les intentions et déclarations de l'ex-ministre libéral de la Santé du Québec, Gaétan Barrette, qui voulait « une gestion de la santé qui tienne compte de la performance », permettant de comparer les établissements entre eux. « Je vais les mettre en concurrence les uns avec les autres¹³ », disait-il. Pour ce faire, le ministre entendait doter les établissements d'outils de collecte d'informations sur leur performance respective sous la forme d'indicateurs. Un rapport d'experts viendra le conforter dans ses intentions¹⁴.

Ce type de propos illustre bien que nous sommes les témoins (impuissants?) et les victimes (consentantes?) de coups de force idéologique, économique, politique et technologique. Leur convergence non seulement en accélère et en solidifie les effets, mais en assure aussi la justification et l'acceptabilité. Or, c'est cette même acceptabilité qui nous fait soupçonner que l'on a été longuement préparés à ces transformations, que nos façons historiques de penser et d'orienter nos rapports au monde et nos interrelations humaines ont ouvert le chemin à la disparition éventuelle du champ politique et à l'atomisation sociale.

plus susceptibles de permettre l'atteinte des meilleures pratiques observées dans un essaimage choisi d'autres organisations.

12. À titre d'exemple de cette dynamique, sur le front de l'éducation au Québec, on notait qu'une « source d'insatisfaction pour les enseignants est la gestion axée sur les résultats mise en place par François Legault, alors ministre de l'Éducation. Ce plan de réussite est décrié par la FAE [Fédération autonome de l'enseignement], qui affirme que les seuls résultats obtenus sont le gonflement des notes ». Marie-Hélène Alarie, « Le moral chute chez les enseignants », *Le Devoir*, 28 avril 2018. Pour une critique détaillée de ces formes de gestion, voir Jeffrey Z. Muller, *The Tyranny of Metrics*, Princeton, Princeton University Press, 2018; et Richard Rothstein, *Holding Accountability to Account: How Scholarship and Experience in Other Fields Inform Exploration of Performance Incentives in Education*, National Center on Performance Incentives, 2008.
13. Diane Bérard, « Faut-il mettre les établissements de santé en concurrence », *Le Fil de Diane*, blogue du site *Les Affaires*, 5 octobre 2015.
14. *Pour que l'argent suive le patient. L'implantation du financement axé sur les patients dans le secteur de la santé*, Rapport du Groupe d'experts pour un financement axé sur les patients, Gouvernement du Québec, 2014. (Ce rapport est souvent désigné sous le vocable « Rapport Thomson ».)

souvent, se radicalisent; des réglementations plus contraignantes sont adoptées; des enquêtes sont diligentées. Notre tâche collective est claire: participer à ces mouvances et résistances de manière à nous réapproprier notre avenir.